

REPUBLIQUE FRANÇAISE



Police du stationnement

Extrait du registre des arrêtés du Maire

Commune d'Albigny sur Saône

Arrêté n°2021-422

Objet : Abattage Elagage

Rives de Saône – RD 51 – Quai général de Gaulle

GRAND LYON
la métropole

Police de la circulation

Extrait du registre des arrêtés du Président

Le Maire d'Albigny sur Saône Le Président de la Métropole de Lyon

- VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :
- L'article L.3642-2,
 - Les articles L.2213-2-2°, L.2213-2-3°, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire
 - Les articles L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-3-2°, L.2213-4 alinéa 1er, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;
- VU Le Code de la Route ;
- VU Le Code de la Voirie Routière ;
- VU Le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;
- VU L'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;
- VU La loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- VU Le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvée en 1997 et révisé en 2005 et en 2017 ;
- VU L'arrêté N° 2021-04-02-R-0261 du 2 avril 2021 portant délégation de signature, pour les mesures de police de la circulation à Fabien BAGNON, vice-président délégué à la Voirie et mobilités actives ;
- VU L'avis de la Métropole de Lyon ;
- VU La demande formulée par l'ONF ;

Considérant qu'il y a lieu de faciliter l'abattage et l'élagage d'arbres sur la rive de Saône (RD51) par l'ONF domiciliée 12 rue de la Grenouillère BP 1095 01000 Bourg En Bresse, numéro d'urgence 056 03 43 47 49, il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation ;

ARRÊTENT

Article 1er : Pour permettre la bonne exécution de l'abattage et d'élagage d'arbres sur la rive de Saône située Quai Général de Gaulle (RD51), la circulation se fera sur chaussée rétrécie à l'aide panneaux.

Article 2 : Le stationnement d'engins de chantier sera autorisé au droit du chantier.

Article 3 : Le pétitionnaire veillera à la sécurité et au passage des piétons.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté s'appliqueront sur 10 jours entre le 1^{er} au 11 décembre 2021 de 8h00 à 17h00.

Article 5 : La signalisation temporaire est mise en place par le bénéficiaire du présent arrêté conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents.

Le positionnement des panneaux de chantiers ne doit en aucun cas générer d'insécurité pour la circulation tant sur les trottoirs que sur la chaussée. Ils doivent rester en place même en cas de fortes intempéries.

L'entreprise est chargée, sous sa responsabilité du contrôle, de la surveillance et de la maintenance de cette signalisation.



Article dernier

Mesdames, messieurs : le(a) Directeur(trice) Général(e) des Services de la commune de Albigny-sur-Saône, la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Albigny-sur-Saône, le 15/11/2021



Le conseiller délégué
aux travaux, Voirie et Espaces verts
Thierry SAUNIER

A Lyon, le 15/11/2021
Pour le Président de la Métropole,



Fabien Bagnon
Vice-Président délégué à la voirie et aux
mobilités actives